

La politique budgétaire

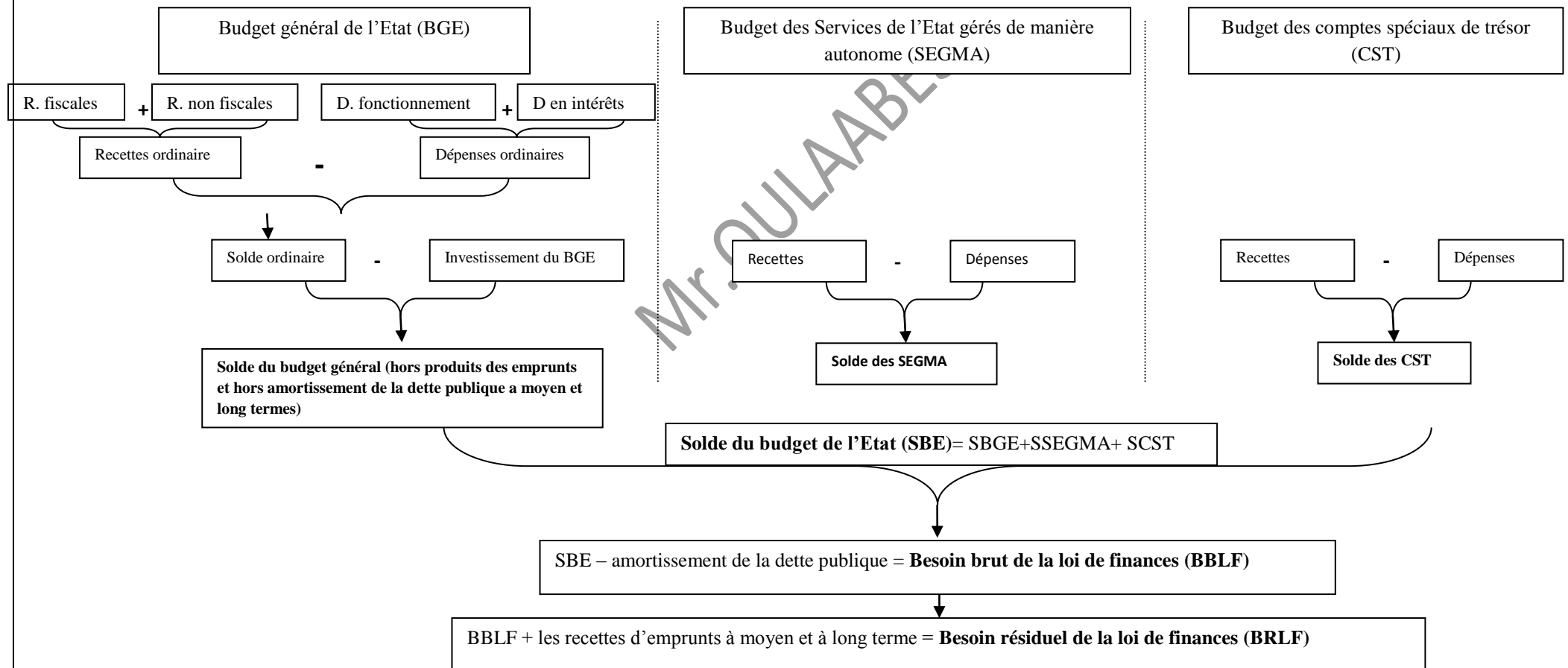
1. Notion de budget :

- ✓ **Budget** : ensemble des recettes que l'Etat obtient par prélèvements sur les agents économiques et d'autre part L'ensemble des dépenses engagées par l'Etat pour une année donnée.
- ✓ **La politique budgétaire** : politique s'appuyant sur le budget pour agir sur l'activité économique.

2. La loi de Finances (budget):

La loi de Finance (budget) est l'acte par lequel est prévu et autorisé pour chaque année budgétaire, l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat.

3. Calcul des différents soldes :



4. Actions et objectifs de la politique budgétaire :

Eléments	Politique de relance (En cas de récession économique)	Politique de rigueur ou d'austérité (En cas de surchauffe de l'économie)
Objectifs	- Stimuler la croissance économique - Réduire le chômage	- lutter contre l'inflation - réduire les déficits budgétaires - réduire le déficit budgétaire
Instruments et actions	<p>➤ Les Recettes :</p> <p>⬇ IS ⇒ ⬆ CAF ⇒ ⬆ Inv. ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ production ⇒ ⬆ croissance économique et ⇒ ⬆ chômage</p> <p>⬇ IR, TVA, DD... ⇒ ⬆ PA ⇒ ⬆ C ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ production ⇒ ⬆ croissance économique et ⇒ ⬆ chômage</p> <p>➤ Les Dépenses :</p> <p>⬆ Inv. publique ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ production ⇒ ⬆ croissance économique et ⇒ ⬆ chômage</p> <p>⬆ salaires ⇒ ⬆ PA ⇒ ⬆ C ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ production ⇒ ⬆ croissance économique et ⇒ ⬆ chômage</p> <p>⬆ dépenses de compensation ⇒ ⬆ PA ⇒ ⬆ C ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ production ⇒ ⬆ croissance économique et ⇒ ⬆ chômage</p>	<p>➤ Les Recettes :</p> <p>⬆ IS ⇒ ⬆ CAF ⇒ ⬆ Inv. ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ Prix ⬆ IR, TVA, DD... ⇒ ⬆ PA ⇒ ⬆ C ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ Prix</p> <p>➤ * Les Dépenses :</p> <p>⬆ Inv. publique ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ Prix</p> <p>⬆ masse salariale ⇒ ⬆ C ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ Prix</p> <p>⬆ dépenses de compensation ⇒ ⬆ PA ⇒ ⬆ C ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ Prix</p>
Conséquences sur le budget	Augmentation du déficit budgétaire	Diminution du déficit budgétaire
Limites	<ul style="list-style-type: none"> - Effet boule de neige - Effet d'éviction - La contrainte extérieure - Risque d'inflation 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de ralentissement économique et de chômage - Augmentation de la pression fiscale

✓ Le multiplicateur d'investissement :

Toute augmentation (ou diminution) des dépenses publiques entraîne une augmentation (ou diminution) plus que proportionnelle du revenu.

✓ L'effet accélérateur :

Toute augmentation (ou diminution) des dépenses publiques entraîne une augmentation (ou diminution) plus que proportionnelle de l'investissement privé.

✓ L'effet d'éviction :

L'endettement de l'Etat prive l'économie productive des capitaux nécessaires et les rend plus chers

✓ L'effet boule de neige :

C'est la spirale de l'endettement publique

Accroissement du déficit budgétaire → recours à l'emprunt → augmentation de la dette publique
 → hausse de la charge de la dette → **accroissement du déficit budgétaire**

✓ La contrainte extérieure :

L'injection supplémentaire de fonds de la part de l'État stimule les achats à l'étranger, ce qui aboutit à une hausse des importations.

✓ Augmentation de la pression fiscale : $\frac{\text{Recettes fiscales}}{\text{PIB}} \times 100$

TD Politique budgétaire

DOCUMENT 1 :

Données du budget général au Maroc

Rubriques (en millions de DH)	Loi des finances 2016	Variation en% 2016/2015
Recettes ordinaires	212 412	6,14
Recettes fiscales	196 938	6,81
Recettes non fiscales	15 474	-9,15
Dépenses ordinaires dont :	216 903	-1,95
Personnel	106 775	1,15
Compensation	15 500	- 48,53

Source : Finances.gov.ma (Budget citoyen)

1. Lisez la donnée en gras soulignée ;
2. Complétez l'ANNEXE n°3 ;
3. Expliquez l'évolution du solde ordinaire.

ANNEXE N° 3 :

Eléments à calculer	Formule	Calcul	Lecture
Solde ordinaire pour l'année 2016			
Variation en % du solde ordinaire 2016/2015 (Sachant que le solde ordinaire 2015 est de - 21 208 millions de DH)			

DOCUMENT 2 : Allègement du déficit

L'Etat est parvenu à réduire le déficit budgétaire de 7% du PIB en 2012 à 5,2% en 2013 et ce malgré la persistance d'une conjoncture économique internationale perturbée. Cette atténuation du déficit est particulièrement attribuable aux efforts déployés pour contenir la charge de compensation qui est passée de 54,9 milliards de dirhams en 2012 à 41,6 milliards de dirhams en 2013. La baisse du déficit est due aussi à l'inexécution partielle des dépenses d'investissement prévues et ce dans un contexte de faible évolution des recettes fiscales. En outre, en matière de recettes budgétaires, des efforts intensifs ont été menés pour mobiliser des dons, notamment en provenance des pays du Conseil de Coopération du Golfe (encaissement d'un montant de 5,2 milliards de dirhams).

1. Calculez et lisez l'indice d'évolution des dépenses de compensation en 2013 base 100 en 2012 ;
2. Relevez une dépense budgétaire ordinaire et une dépense budgétaire non ordinaire ;
3. Expliquez l'allègement du déficit budgétaire en 2013 (trois éléments).

DOCUMENT 3 :

Le budget 2019 se veut en faveur de la croissance économique et le progrès social. Ainsi, les ressources affectées à l'éducation et à la santé ont atteint 96 MMDH. En outre, la masse salariale, augmenterait en 2019 à 112 MMDH. Ces hausses seraient en partie financées par des augmentations de taxes, des recettes de privatisation ou encore l'impôt sur les sociétés (IS).

Le PLF 2019 affiche parmi ses orientations le soutien à l'investissement privé et à l'entreprise en vue de stimuler la croissance. Pour cela, il parie sur la réduction du taux de l'IS de 20% à 17,5% pour les entreprises dont le bénéfice se situe dans la tranche de 300 001 à 1 million de DH. Aussi, une enveloppe de 73 MMDH serait affectée aux dépenses d'investissement du budget général soit une hausse de 7,3% par rapport à 2018.

En même temps, le PLF fait de la maîtrise du déficit budgétaire et de l'endettement un objectif tout aussi prioritaire et augmente, dans un effort de mobilisation de recettes additionnelles, la charge fiscale. Le PLF se présente donc comme **un budget aux objectifs potentiellement contradictoires**, qui flatte les impératifs budgétaires tout en revendiquant une vocation sociale et de soutien à l'économie.

Données budgétaires des LF (en milliards DH) au Maroc

	LF 2019	LF 2020	variation en %
Recettes de budget général	253	257	1,38
- Recettes fiscales	228,6	233	2,06
- Recettes non fiscales	24,8	24	-4,84
Dépenses du budget général	317	329	3,72
- Dépenses de fonctionnement	215,6
- Dépenses en intérêt et commissions se rapportant à la dette	28	29	3,57
- Dépenses d'investissement du budget général	73,3	78	6,68
Solde du budget général	-64	13,07

1. **Complétez** le tableau en calculant les montants manquants ;
2. **Expliquez** l'évolution du solde du budget général en 2020 par rapport à 2019 ;
3. **Relevez** deux objectifs de la politique budgétaire en 2019 ;
4. **Relevez** deux actions de **relance** et deux actions de **rigueur** de la politique budgétaire en 2019 ;
5. **Expliquez** l'expression en gras soulignée.

RECETTES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL (1) :	
- Recettes fiscales :	280.4
- Impôts directs et taxes assimilées	117.08
- Impôts indirects	128.31
- Droits de douane	15.51
- Droits d'enregistrement et de timbre	19.5
- Recettes non fiscales :	30.92
- Produits des cessions de participations de l'Etat....	5.00
- Produits de monopoles, d'exploitations et des participations financières de l'Etat	19.48
- Revenus du domaine de l'Etat.....	0.35
- Recettes diverses.....	4.59
- Dons et legs	1.50
DEPENSES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL (2) :	
- Dépenses de fonctionnement :	279.42
- Dépenses de Personnel	161.62
- Dépenses de Matériel et Dépenses Diverses	71.16
- Charges Communes	34.82
- Dépenses relatives aux remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux	9.62
- Dépenses Imprévues et Dotations Provisionnelles ...	2.20
- Dépenses en intérêts et commissions se rapportant à la dette publique	38.23
SOLDE ORDINAIRE (3) = (1) - (2)	
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL (4)	118.11
SOLDE DU BUDGET GÉNÉRAL (5) = (3) - (4)	
SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME :	
Recettes des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome	2.03
Dépenses des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome :	2.03
- Dépenses d'exploitation.....	1.75
- Dépenses d'investissement.....	0.29
SOLDE DES SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME (6)	-
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR :	
- Recettes des comptes spéciaux du Trésor.....	137.78
- Dépenses des comptes spéciaux du Trésor.....	138.10
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR (7)	
SOLDE DU BUDGET DE L'ETAT	
AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES (9) :	62.4
- Interne	43.53
- Externe	18.87
BESOINS BRUTS DE FINANCEMENT DU BUDGET DE L'ETAT (10) = (8) - (9)	
RECETTES D'EMPRUNTS A MOYEN ET LONG TERMES (11) :	123.41
- Interne	53.41
- Externe	70.0
BESOINS RESIDUELS DE FINANCEMENT DU BUDGET DE L'ETAT (10) + (11)	

Travail à faire : calculer les montants manquants